



**Bon travail
d'équipe à
l'ICC
page 3**



**Les bureaux du
Ministère tournent
au vert
page 4**



**Retraites
page 8**

septembre 1990

COMMUNICATIONS

Volume 8, N° 2

EXPRESS

 Communications
Canada

Canada

Les nouveaux médias : un équilibre entre technologie et culture

par Stephen Rouse



Réjean Dumouchel (à droite), un expert-conseil en informatique de Montréal, fait ici la démonstration d'un prototype d'atlas multi-médias d'origine canadienne au cours d'un atelier sur les nouveaux médias organisé récemment par la Direction de la stratégie et de la planification.

D'après Richard Simpson, directeur de la toute nouvelle Direction de la télématique et des nouveaux médias, la rapidité des changements technologiques en matière de communications mondiales doit inciter le Canada à se doter de capacités industrielles dans le domaine des nouveaux médias s'il veut demeurer compétitif sur les plans économique et culturel.

« Le défi est exactement le même que celui que posaient autrefois la radiodiffusion et la télédiffusion, dit M. Simpson. Si de nouvelles méthodes sont utilisées pour diffuser de l'information, nous devons faire en sorte que le Canada y participe afin de faire valoir ses valeurs culturelles. »

L'expression « les nouveaux médias » désigne la fusion des moyens d'information que sont les téléphones, les ordinateurs, le

disque compact-ROM et les cassettes vidéo et audio en un seul mode de codage numérique, ce qui met une vaste gamme de données à la portée des utilisateurs.

M. Simpson fait remarquer que les laboratoires du Ministère et l'industrie privée font déjà des recherches en télématique, une technologie basée sur les réseaux de télécommunications. La Direction de la télématique et des nouveaux médias compte élaborer des politiques et coordonner les programmes du Ministère pour les nouvelles industries qui se fondent sur la technologie de pointe des ordinateurs et (ou) des communications. Ces politiques s'appliqueraient aux nouvelles bases de données et aux services en direct, aux logiciels pour l'éducation et la formation, ainsi qu'aux services de réseau tel le service ALEX de Bell Canada.

En plus de se tenir à la fine pointe de la technologie, le

Canada, selon M. Simpson, doit se préparer aux effets culturels qu'entraînera l'arrivée massive des nouveaux médias sur le marché.

D'après Arthur Cordell, l'émergence de cette technologie soulève des tas de questions sur l'intégrité des messages, sur la présentation de l'information et sur la responsabilité de la transmission. M. Cordell, qui est conseiller principal, politique de la technologie de l'information, prenait la parole lors d'un atelier sur les nouveaux médias organisé par la Direction de la planification stratégique en juillet.

La Direction de la télématique et des nouveaux médias aura un second rôle : mettre au point, à l'intention des personnes chargées de l'élaboration de politiques, les stratégies de convergence de la technologie et de la culture dans des domaines tels que l'édition électronique et la télévision haute définition.

Une aide financière aux industries culturelles

La Direction des industries culturelles du Ministère administre un nouveau fonds destiné à soutenir les immobilisations des sociétés canadiennes actives dans le secteur de la culture.

Le Fonds de développement des industries culturelles, doté d'un budget de 33 millions de dollars sur cinq ans, sera mis à la disposition des entreprises canadiennes d'édition, d'enregistrement sonore, de film et de vidéo dès le 1^{er} avril 1991. L'attribution des fonds et l'appui viendront de Communications Canada. Cependant, le fonds sera administré par la Banque fédérale de développement.

Le projet a pour but de consolider la situation financière des sociétés en leur offrant des prêts pour la mise de fonds et des services de consultation en gestion financière.

« Les banques estiment souvent que l'industrie culturelle canadienne est un secteur à risque élevé, de dire Stéphane Hardy, analyste en politique, industries culturelles. Ce problème d'image s'explique par le fait que les prêteurs ont rarement l'occasion de traiter avec le secteur de l'industrie culturelle, dont l'actif est souvent intangible et difficile à utiliser en nantissement. »

« Les banquiers trouvent

facile de chiffrer la valeur d'une maison, d'une usine ou d'une machine mais il en va tout autrement lorsqu'il s'agit d'un droit de propriété intellectuelle sur un film », explique M. Hardy.

Selon lui, les institutions prêteuses qui constatent que les sociétés possèdent de bons plans d'entreprise et de gestion et jouissent d'un appui gouvernemental hésitent moins à accorder un financement.

La Direction des industries culturelles consulte présentement les représentants des industries de l'édition, de l'enregistrement et du film sur les critères d'admissibilité.

Gestion de la propriété intellectuelle

Par suite du démantèlement de l'organisme fédéral chargé de gérer la propriété intellectuelle du gouvernement, Communications Canada s'apprête à octroyer des licences pour sa propre technologie ainsi qu'à la faire breveter et à la commercialiser.

« Le Ministère se prépare à rapatrier ses inventions et l'ensemble des dossiers qui nous appartiennent, explique Joseph LeBlanc, chef intérimaire des programmes industriels de recherche et développement au Centre de recherches sur les communications (CRC). Nous pourrions octroyer des licences pour notre propre technologie et négocier directement avec les industries. »

Le discours du budget de février 1990 annonçait qu'un projet de loi visant à démanteler la Société canadienne des brevets et d'exploitation limitée (SCBEL) serait présenté à la Chambre des communes avant la fin de l'été.

Le Ministère a dressé un plan opérationnel pour le transfert des stocks, des responsabilités et des engagements et recettes courantes de la SCBEL au nouveau Bureau de transfert de la technologie (BTT) du CRC. Le transfert devrait être terminé d'ici le 1^{er} novembre.

« Le plan opérationnel vise à préparer le transfert méthodique des données sur les inventions et les brevets de la SCBEL. Nous déterminerons également, à la

lumière des années-personnes disponibles et des recettes probables découlant des licences, si le Ministère peut gérer efficacement sa propre propriété intellectuelle ou s'il faut confier cette tâche à quelqu'un d'autre », explique M. LeBlanc.

Advenant le démantèlement de la SCBEL, les ministères qui ont besoin de ce genre de services auront le choix de gérer leur propre technologie ou de demander à un autre ministère, tel que le Conseil national de recherches, de le faire à leur place.

Le BTT sera chargé de protéger les inventions du Ministère, d'accorder des licences

Voir page 2 : Propriété



À l'Administration centrale, les friands de sucreries se sont régalez de pâtisseries confectionnées par les étudiants à l'occasion d'une journée de bienfaisance, le 16 août dernier. Cette journée organisée par les étudiants de l'Administration centrale a permis d'amasser 2 000 \$ pour la Campagne Centraide/Partenairesanté.

La campagne Centraide/Partenairesanté est en marche

par Susan Hajdu-Vaughn

Les activités de collecte de fonds de la campagne Centraide/Partenairesanté 1990 ont débuté.

La collecte commencera le 11 septembre, avec le lancement de la campagne au Ministère, pour se poursuivre jusqu'à la fin octobre. Communications Canada espère faire une contribution de 103 000 \$. L'objectif de la Division des services fédéraux dans la région de la capitale nationale est de 6 550 000 \$.

Une vente de peintures, de

photos et objets d'artisanat réalisés par les employés aura lieu du 23 au 25 octobre. « Nous aurons là une bonne occasion d'apprécier les talents artistiques de nos collègues » de dire Jean Bélanger, coordonnateur de la campagne au Ministère.

Une journée « prison » est prévue en octobre : les employés pourront expédier leurs collègues dans des cellules imaginaires en achetant un mandat d'arrestation. Si les captifs veulent sortir de

Voir page 2 : Campagne



VOUS VOULIEZ SAVOIR

Q: Est-il possible que des employés admissibles à des primes pour longs états de service soient oubliés?

R: Les photos des employés honorés pour longs états de service paraissent souvent dans *Communications Express*. Les titulaires se voient remettre une plaque pour 25 ans de service à la Fonction publique ou une médaille après 35 ans.

Les primes accordées tiennent compte du dossier d'un employé au sein de la Fonction publique, incluant les années de vie militaire ou de service à la Gendarmerie royale du Canada.

Comme le Ministère fonde le choix des titulaires sur les dossiers qu'il possède, il est possible qu'une personne soit oubliée si son dossier est incomplet.

« Toutes les années de service comptent mais il arrive que de nouveaux employés omettent de faire mention d'un séjour antérieur dans notre Ministère », explique Mariette Gallant, adjointe, relations de travail et primes d'encouragement.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à Mariette Gallant au (613) 998-0455.

Propriété suite de la page 1

technologiques aux clients industriels, d'administrer et de contrôler le programme (classement, enregistrement et suivi des transactions financières), et de commercialiser et de faire connaître les inventions.

M. LeBlanc explique que le Ministère négocie présentement avec le Conseil du Trésor l'autorisation de conserver les

recettes provenant des licences accordées. « À l'heure actuelle, nous ne pouvons garder cet argent. Nous voulons obtenir l'autorisation de nous en servir pour payer des dépenses telles que les frais de brevet et de gestion, les coûts de promotion et de mise en marché, et le coût de perfectionnement du génie. »

Campagne suite de la page 1

prison, ils devront verser un montant équivalent à ce qu'il en a coûté pour les y expédier » explique M. Bélanger. « Nous espérons que les employés participeront en grand nombre. »

Le 16 août, les étudiants qui ont un emploi d'été à l'Administration centrale ont organisé une vente de pâtisseries et une journée de bienfaisance qui a permis de recueillir des fonds et de sensibiliser les gens à la campagne. « C'était un bon moyen d'intégrer les étudiants au Ministère et un

bon coup de pouce à la campagne. Les étudiants ont fait leur part, à nous de jouer maintenant » dit M. Bélanger.

La campagne Centraide/Partenairesanté 1990 est une collecte de fonds au profit des 104 organismes de Centraide Ottawa-Carleton et de Centraide Outaouais, et des 17 associations nationales qui œuvrent dans le domaine de santé telles que la Société canadienne du cancer et la Société Alzheimer du Canada.

Lettres à la rédaction

J'ai participé récemment à un sondage téléphonique sur *Communications Express*. J'ai répondu que je le lisais en entier, de la première à la dernière page, sauf peut-être quelques articles qui me semblent parfois moins intéressants.

Notre bulletin est certes intéressant et instructif mais, malheureusement, 90 p. 100 des articles s'adressent aux occupants de l'immeuble Journal nord. Il m'est arrivé par exemple d'y lire des articles et des lettres au sujet des ascenseurs, des équipements de gymnase et du hall d'entrée de l'Administration centrale. Ces sujets ne sont d'aucun intérêt ni d'aucune importance pour ceux qui ne travaillent pas dans cet immeuble (c'est-à-dire le reste du pays). Ces articles donnent au lecteur l'impression qu'il s'agit du bulletin de nouvelles de l'Administration centrale et qu'on l'autorise à le lire.

Deux articles parus dans le numéro de mai 1990 m'incitent à vous écrire. Le premier article parle d'une garderie pour les employés de la région de la Capitale nationale (le point sur la garderie, à la page 2). Qu'en est-il des autres régions? Nous avons aussi des enfants. A-t-on prévu des discussions ou des sondages à l'extérieur de cette région?

Le second est une publicité pour la Banque d'alimentation d'Ottawa (page 3). Les autres parties du pays ont aussi des banques d'alimentation qui profiteraient également de ce genre de rappel! Pourquoi insister sur la seule banque d'alimentation d'Ottawa?

En tant qu'employé du ministère des Communications, j'aimerais sentir que *Communications Express* est écrit pour moi, indépendamment de l'immeuble où je travaille ou de la province où je vis. J'estime que ce bulletin est essentiel à notre Ministère et j'espère que mon opinion l'aidera à élargir ses perspectives.

C. Stevens
Région du Pacifique

Note de la rédaction : Vos inquiétudes au sujet de la représentation des régions et de la trop grande importance accordée à l'Administration centrale sont partagées par d'autres. Pour ce qui est des deux articles que vous mentionnez, nous avons jugé qu'ils contenaient des renseignements

intéressants pour les quelque 1 000 employés de la région de la Capitale nationale qui n'ont pas leur bulletin d'information interne.

Informez-nous des événements de ce genre qui se produisent dans votre région. Nous sommes intéressés à en parler et ferons notre possible pour leur trouver une place. Entre-temps, il demeure difficile de trouver un juste équilibre. Nous espérons que notre nouvelle politique éditoriale (voir la politique éditoriale proposée suite au sondage auprès des lecteurs, à la page 4) contribuera à redresser cette situation.

J'ai lu avec plaisir votre article sur le Réseau d'information des cadres supérieurs (RICS) (volume 8, numéro 1). Ce réseau offre à la haute direction un outil de communication valable, moderne et efficace.

Mme Elliot Sherwood et son groupe ont fait un excellent travail d'élaboration et de mise en œuvre du RICS. À ma grande surprise cependant, l'article ne fait aucune mention du service sous-jacent au RICS : le service de messagerie électronique et d'échange de documents (GEMDES).

Comme le savent sans doute bon nombre de vos lecteurs, GEMDES est le service de courrier électronique personnalisé et le réseau intelligent du gouvernement, constitué d'éléments de Envoy 100 et de iNet 2000. Cette collaboration entre services est propre au gouvernement du Canada et certains dossiers de GEMDES ne sont accessibles qu'aux seuls utilisateurs gouvernementaux. Conçu, géré et mis en marché par l'Agence gouvernementale des télécommunications, GEMDES est déjà utilisé ou sur le point de l'être par de nombreux ministères, à des fins multiples. C'est ainsi qu'on recherche présentement les moyens de donner accès électroniquement, via GEMDES, à certaines des informations publiées régulièrement dans *Communications Express*.

Pour de plus amples renseignements sur GEMDES, vos lecteurs peuvent s'adresser à la Division des services aux clients de l'AGT au 990-4444.

James Ladouceur
Analyste en télécommunications
Agence gouvernementale des télécommunications

COMMUNICATIONS EXPRESS

Communications Express est publié pour les employés du ministère des Communications par la Direction générale de l'Information. Les opinions exprimées ne sont pas nécessairement celles du Ministère.

Communications Express invite tous les lecteurs à faire parvenir lettres ou commentaires. Veuillez téléphoner tout d'abord afin de connaître nos lignes directrices.

Prière d'adresser toute correspondance à :

La rédaction
Communications Express
Ministère des Communications
19^e étage
Immeuble Journal Nord
300, rue Slater
Ottawa (Ontario)
K1A 0C8

Amy Heron : rédactrice
Waisglass Communication Services Ltd.
Téléphone : (613) 235-5944
FAX : (613) 230-3873

Équipe de production : Constance de Champlain, Michael Holmes, Josée Miville-Dechéne, Mark Montreuil et Jim Todd, DGIS; Andrea Belkov, Nora Brown, Susan Hajdu-Vaughn, Amy Heron, Beth Thompson, Michel Vachon et David Waisglass, Waisglass Communication Services Ltd.

ISSN : 0833-5400

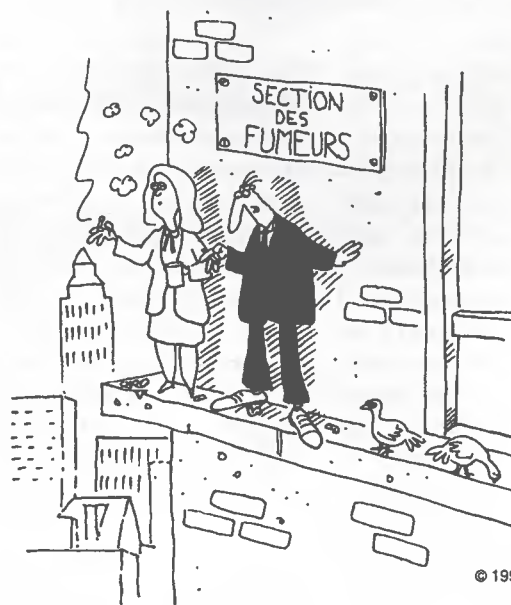


Le ministre des Communications, Marcel Masse, et sa femme Cécile, ont parcouru à bicyclette les rues de Thetford Mines (Québec) après avoir assisté à l'ouverture officielle d'une exposition à laquelle participait le ministère des Communications.

Errata

Dans « Qui fait quoi » (n° de juillet), l'annonce de la retraite de Kenneth Gustafson aurait dû mentionner qu'il était technologue à la Division des dispositifs de pointe et de la fiabilité, DGCD. Nous nous excusons de cette erreur.

En première page de l'édition française du *Communications Express* de juillet, dans l'article « Une première prime d'excellence pour le ministère », le numéro de téléphone de Yves Brunet est erroné. Son numéro est (613) 990-4524. Nous nous excusons de tout inconvenient causé par cette erreur.



© 1990 Farcus Cartoons™

C'est le troisième fumeur que nous perdons cette semaine !

Bon travail d'équipe à l'ICC

par Jim Todd

La création artistique est parfois une démarche solitaire. C'est cependant sur le travail d'équipe que comptent les scientifiques de l'Institut canadien de conservation pour percer les secrets des œuvres d'art.

Le Musée des beaux-arts de l'Ontario a récemment demandé à l'Institut une analyse physique et chimique d'une esquisse à l'huile recto-verso attribuée au peintre canadien Tom Thomson et dont l'authenticité était mise en doute; une équipe de l'ICC s'est donc mise à l'œuvre.

Comme le souligne Ian Wainwright, scientifique principal, Conservation, « l'analyse physique et chimique d'un tableau ne suffit pas pour en déterminer l'artiste avec certitude. Nous pouvons cependant découvrir si une toile contient des matériaux que l'artiste ne pouvait se procurer à son époque. »

Même s'il n'appartenait pas au Groupe des sept, Thomson en était très proche. Sa période de

production la plus intense se situe entre 1912 et 1917.

M. Wainwright et cinq de ses collègues des services de la recherche analytique de l'Institut ont consacré 600 heures à l'analyse des matériaux utilisés pour peindre le tableau intitulé « Spring Landscape with Snow/Northern Mist » et ont fait appel à des techniques telles que la spectroscopie à l'infrarouge, la diffraction des rayons et la spectrométrie de rayons, qui permettent de détecter des matières chimiques sans devoir prélever des échantillons ou avoir un contact physique avec un objet.

« Ce n'est pas la perspective de se prononcer sur l'authenticité d'un tableau qui nous a attirés vers ce projet, mais plutôt la possibilité d'effectuer de nouvelles recherches qui puissent avoir des répercussions sur la conservation d'œuvres d'autres artistes canadiens », souligne M. Wainwright.

Pour se faciliter la tâche, l'ICC a emprunté du Musée des beaux-arts du Canada des

peintures authentiques de Thomson ainsi que la marque de la succession apposée sur les œuvres du peintre, trouvées dans son atelier après sa mort, en 1917.

L'équipe des services de la recherche analytique est parvenue aux conclusions suivantes : la marque apposée sur l'esquisse « Spring Landscape with Snow/Northern Mist » (Paysage printanier sous la neige/Brouillard nordique) semble être celle utilisée pour authentifier les autres toiles de Thomson et les matériaux cités sur les panneaux didactiques du Musée des beaux-arts du Canada correspondent aux matériaux que l'artiste a utilisés pour peindre la toile en question.

« Ces conclusions ne peuvent se substituer à l'opinion des conservateurs ou des critiques d'art, explique cependant M. Wainwright. Notre analyse ne peut qu'aider les conservateurs à formuler leur propre interprétation de l'œuvre. »

Capable de distinguer les faux des œuvres authentiques, l'ICC est souvent sollicité par les



L'équipe de l'ICC qui a travaillé à l'analyse de « Spring Landscape with Snow/Northern Mist ». Rangée du fond (de gauche à droite) : Ian Wainwright, Gregory Young et Jeremy Powell. Première rangée : Jane Sirois, Marie-Claude Corbeil et Elizabeth Moffatt.

musées et galeries qui lui demandent d'analyser les œuvres faisant l'objet d'enquêtes pour fraude artistique. « Par exemple, a-t-il ajouté, des scientifiques de l'Institut ont découvert que des tableaux attribués à Rubens et à Monet contenaient des matériaux modernes, notamment de la résine acrylique. »

« Pour réaliser une fraude, il suffit simplement qu'un criminel berne une personne qui ne connaît

pas très bien l'art ou qui est très naïve. Cependant, un grand nombre de ces tableaux ne tromperaient pas un conservateur expérimenté. Dans ces cas, nous travaillons en collaboration avec les conservateurs qui nous fournissent des pistes pour notre analyse; notre objectif est d'en arriver à remettre à la police ou aux tribunaux des preuves indubitables », explique M. Wainwright.

Une nouvelle technologie transforme l'image de la radio

par Michel Vachon

Le gouvernement et les radiodiffuseurs ont encore beaucoup de travail à faire avant que les Canadiens puissent profiter de la radiodiffusion sonore numérique (RSN).

La RSN donnera la qualité de son des disques compacts à la radio, même dans les autos où la réception est souvent pauvre. Les radiodiffuseurs y trouveront également des avantages car les

stations pourront partager les installations et les coûts de diffusion des émissions.

Communications Canada, la Société Radio-Canada et l'Association canadienne des radiodiffuseurs ont emprunté un prototype d'équipement RSN conçu dans le cadre du projet européen Eureka-147-RSN. Un autobus muni d'un récepteur RSN s'est promené dans les rues de Montréal, de Toronto, d'Ottawa et de Vancouver cet été afin de faire

connaître et de mettre à l'essai la nouvelle technologie.

Selon Royce Trenholm, chef, planification et développement, planification et normes techniques en radiodiffusion, la RSN devrait modifier la structure et l'économie actuelle de la radio. Le succès de la RSN sur le marché dépend de la capacité du gouvernement et de l'industrie d'unir leurs efforts pour élaborer les normes et politiques nécessaires.

« Le principal obstacle à franchir est celui de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications en 1992 (une rencontre internationale où l'on procède au partage du spectre entre les différents pays du monde) », dit M. Trenholm. L'un des points à l'ordre du jour de cette conférence est l'attribution du spectre à ce service, car jusqu'à maintenant aucune portion du spectre n'est allouée à la mise en application de la RSN. »

L'un des scénarios envisagés consiste à conjuguer diffusion par voie terrestre et par satellite pour une meilleure utilisation du spectre des fréquences radioélec-

triques. Cependant, la portion du spectre la mieux adaptée à la diffusion par voie terrestre et par satellite, de manière complémentaire, est déjà fortement utilisée ou convoitée par les autres services », explique M. Trenholm.

« La RSN utilise l'espace spectral de manière beaucoup plus efficace que la radio classique et exige moins de puissance pour le même résultat, explique-t-il. Elle promet également d'être

très économique car les diffuseurs d'une région donnée pourront utiliser le même emplacement, le même émetteur, la même tour et la même antenne. »

On s'attend que la RSN remplace la radio classique mais, comme le dit M. Trenholm, « elle devra coexister avec la radio AM et la radio FM jusqu'à ce que les récepteurs de RSN soient commercialisés à grande échelle. »



Cet autobus, muni d'un récepteur de radiodiffusion sonore numérique, s'est promené cet été dans les rues de Montréal, de Toronto, d'Ottawa et de Vancouver afin de faire connaître et de mettre à l'essai la nouvelle technologie. Cette mise à l'essai est un projet conjoint de Communications Canada, de la SRC et de l'Association canadienne de radiodiffuseurs.

La protection de nos richesses archéologiques

par Stephen Rouse

Le Bureau de gestion des ressources archéologiques assurera une meilleure protection des richesses archéologiques terrestres et sous-marines qui relèvent du gouvernement fédéral.

Sous la direction d'Elizabeth Snow, le bureau mettra en application la première politique du Canada en matière d'archéologie, a annoncé le ministre des Communications Marcel Masse, le 10 mai dernier.

Selon Bruce Jamieson, analyste principal en politique, la rapidité du lotissement, l'utili-

sation de technologies de pointe pour l'exploration sous-marine et le commerce international des antiquités mettent de nombreuses richesses archéologiques en péril.

La première étape de la mise en œuvre de cette politique consiste à rédiger un projet de loi et des règlements qui seront déposés à la Chambre des communes cet automne ou au début de 1991.

Une loi sur la protection du patrimoine archéologique établirait un système de permis et d'authentification, permettant au Bureau et aux autres autorités qui administrent les terrains fédéraux d'exercer un droit de regard sur

les activités visant les territoires recelant des richesses archéologiques.

Cette loi sera étroitement liée au processus fédéral d'examen des évaluations environnementales et, s'il y a lieu, on pourra exiger une évaluation de l'incidence archéologique avant d'autoriser la mise en valeur de terrains fédéraux.

En cas de découvertes archéologiques imprévues, le Bureau dépêchera sur les sites en exploitation des équipes d'urgence qui évalueront les dommages possibles et surveilleront les activités de récupération.



Le deuxième pique-nique de Communications Canada s'est déroulé le 19 août dernier au CRC sous un ciel radieux. Les activités réservées aux enfants ont amusé plus d'une famille. Ce sont les jeux bureaucratiques qui, une fois de plus, ont été les plus populaires en attirant les employés de tous les secteurs dans des jeux d'adresse où chacun tentait de dépasser ou de semer l'autre. Nous apercevons ici Elizabeth Gilmour, adjointe exécutive, ADMCM, qui tente vaillamment de repartir en « œuf ».

Excellence artistique



Le 7 juin, les gagnants du concours de peinture du Ministère ont reçu des plaques spéciales, en reconnaissance de leurs talents artistiques et de leur créativité. Vingt-et-un employés de tous les niveaux et de tous les secteurs ont présenté des œuvres d'art originales au concours dont les juges étaient des collègues. Jim Edwards (le quatrième à partir de gauche), secrétaire parlementaire du ministre des Communications, a présenté des plaques à Josée Miville-Dechéne, direction générale de l'information; John Watt, anciennement de la direction des industries culturelles; Andreas Thuswaldner, politique des finances et de la réglementation; Robert Taylor, politique et programmes du patrimoine; et Katka Selucky, politique et programmes du film, du vidéo et de l'enregistrement sonore. Le sous-ministre Alain Gourd a remis des certificats de mention honorable à Ninon Charlebois, direction générale de l'information; Patrick Julien, technologie, recherche et télécommunications; Gladys Lim, bureau de la région du Pacifique; Heather MacDougald, bureau du district de Kitchener; et Mike Palfreyman, Centre de recherches sur les communications.

Le Centre d'information professionnelle Un atout pour ceux qui désirent changer d'emploi

Le Ministère offre aux employés qui désirent changer de poste la possibilité d'acquérir les compétences et le savoir-faire dont ils ont besoin pour se trouver de nouveaux emplois satisfaisants.

Les employés de l'Administration centrale peuvent maintenant profiter d'un centre d'information professionnelle, d'un programme de gestion de carrière et d'un cours de rédaction de curriculum vitae. Ces initiatives s'inscrivent dans la foulée du document « Les changements qui s'imposent ».

Le centre d'information,

situé au bureau 1518 de l'immeuble Journal nord, affiche les avis de concours pour les postes vacants dans l'ensemble de la Fonction publique et met de la documentation à la disposition des employés qui souhaitent modifier le cours de leur carrière.

Le programme de gestion de carrière aide les employés à circonscrire les marchés d'emplois cibles, à bâtir leur réseau de contacts, à mettre au point leur stratégie de recherche d'emploi et à améliorer leurs techniques d'entrevue. Comme l'explique Anne Marie Giannetti, directrice intérimaire, planification et

perfectionnement des ressources humaines, les employés seront admis au programme sur recommandation de leur gestionnaire.

Selon M^{me} Giannetti, les employés ont souvent besoin de conseils pratiques — comment préparer un curriculum vitae et comment se mettre en valeur — qui les aideront à s'orienter vers des emplois plus exigeants.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Rudy Dubois, chef des ressources humaines, en composant le (613) 990-4541.

que les membres du comité éditorial du *Communications Express* reconnaissent la nécessité d'une politique mieux définie, qui sera d'ailleurs rendue publique à l'automne.

« J'aimerais que cette politique éditoriale énumère les sujets que nous devons couvrir en priorité pour mieux répondre aux attentes des lecteurs », dit M. Holmes.

Des contraintes d'espace obligent le journal à faire l'équilibre entre les intérêts des secteurs et des régions, d'une part, et entre les régions et l'Administration centrale, d'autre part.

On peut obtenir les résultats du sondage à la Direction générale de l'information.

pendant entendre que « le journal laissait peu de place à la critique et à l'analyse des problèmes » et que « la haute direction s'en servait pour véhiculer une image exagérément positive du ministère des Communications ».

L'élaboration d'une politique éditoriale officielle venait en tête des recommandations.

Selon Erica Claus, gestionnaire principale de l'évaluation des programmes, auteure des recommandations du rapport, la politique suggérée vise à améliorer la qualité du journal et à donner des directives claires aux employés intéressés à y collaborer.

Michael Holmes, directeur des services de création, a déclaré

Les bureaux du Ministère tournent au vert

par Stephen Rouse

Grâce au nouveau comité pro-environnement, l'Administration centrale de Communications Canada utilisera du papier recyclé dans ses bureaux dès l'année prochaine.

Le comité bénévole, formé par le Ministère l'automne dernier, a récemment fait l'essai de papier recyclé dans les photocopieurs et les imprimantes au laser des bureaux de l'Administration centrale.

« Personne ne s'est plaint du papier, ce qui signifie qu'il était de qualité suffisamment bonne pour que personne ne remarque la

différence », explique Colin Taylor, président par intérim du comité. Mais comme le Ministère possède déjà ses stocks de papier pour l'année, l'achat de papier recyclé est reporté à avril 1991.

Plus tard cet automne, l'Administration centrale lancera également un projet de recyclage du papier fin (les fameuses boîtes bleues) en collaboration avec Travaux publics Canada (TPC). Le comité espère que les boîtes bleues, en usage dans de nombreuses villes, encourageront les employés à faire du recyclage au bureau.

Le comité n'a pas le mandat de mettre une politique en œuvre

mais encourage TPC et Approvisionnement et Services Canada à coordonner des projets de recyclage semblables dans d'autres ministères et dans d'autres régions.

« Idéalement, les entreprises de recyclage d'une ville comme Halifax devraient desservir les directions régionales de tous les ministères fédéraux présents dans la région », dit M. Taylor.

Le comité est à la recherche de bénévoles et de suggestions en provenance de tous les secteurs. Toute personne intéressée peut rejoindre Colin Taylor au (613) 990-4439, DSCS, bureau 826, immeuble Journal nord.

Un nouveau programme coop

Un nouveau programme d'éducation coopérative offre aux élèves du secondaire à Ottawa la possibilité d'acquérir une expérience de travail intéressante tout en comblant certains besoins en dotation dans les bureaux de Communications Canada.

À l'instar des programmes coop destinés aux étudiants des universités et collèges, le nouveau programme a pour but d'offrir aux élèves des écoles secondaires une expérience en milieu de travail et, aux employeurs, la possibilité d'embaucher du personnel déjà formé.

« Au Canada, les pro-

grammes coopératifs sont passablement répandus dans les écoles secondaires; en Ontario seulement, 50 000 élèves y participent », explique John Scobie, responsable des programmes coop au Conseil scolaire d'Ottawa.

Le programme d'Ottawa, autorisé conjointement par le ministère de l'Éducation de l'Ontario et les conseils scolaires d'Ottawa et de Carleton, conjugue formation théorique en classe et formation pratique en milieu de travail. Les élèves partagent leur temps entre l'école et le lieu de travail, et passent habituellement la moitié de leurs journées chez l'employeur.

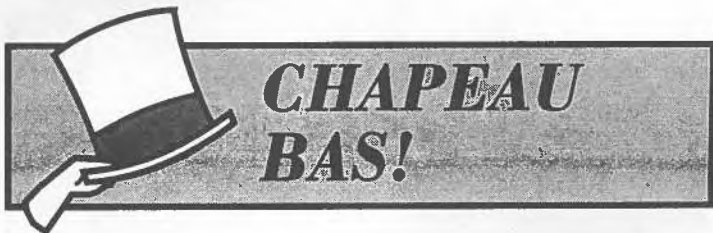
Carol Laurin, coordonnatrice des programmes des étudiants, explique que le programme permet aux enseignants de se tenir au courant des demandes du monde du travail et offre aux agents subalternes l'occasion de s'exercer à la supervision en surveillant le travail des élèves.

Les employeurs intéressés et les enseignants se rencontrent afin de discuter du programme et de déterminer si le milieu de travail est favorable à l'apprentissage. Les enseignants choisissent ensuite les élèves mais la décision finale d'embauche revient à l'employeur.

M^{me} Laurin explique que les enseignants et les employeurs supervisent les élèves au cours de leur semestre ou de leur année de travail, et évaluent régulièrement leur rendement.

Les élèves qui terminent le programme avec succès obtiennent des crédits qui leur tiennent lieu de rémunération et reçoivent 5 \$ par jour pour leurs dépenses personnelles telles que le transport.

M^{me} Laurin reçoit présentement les demandes pour septembre; les gestionnaires intéressés au programme peuvent la rejoindre au 990-4516.



Le Ministère reçoit régulièrement des lettres faisant l'éloge du travail de certains employés. En voici un exemple.

Alain Gourd
Sous-ministre
Communications Canada

Cher Alain,

Au nom du comité organisateur de Congrès 90, j'aimerais exprimer ma plus sincère reconnaissance à Communications Canada pour l'appui donné à Congrès 90 et souligner le travail remarquable de Mary Frances Laughton et de Roy Marsh.

Mary Frances a déployé de grands talents d'organisatrice et d'administratrice pour coordonner le congrès (la tâche n'était pas facile car la conférence était parrainée conjointement par deux associations dont les ordres du jour étaient différents).

Roy a réussi à mettre au point un programme hors-pair, coté excellent par la majorité des participants à la conférence.

Il faut féliciter Communications Canada d'avoir à son service du personnel d'une telle compétence.

Bien cordialement,

T.F. Mulvagh
Comité organisateur, Congrès 90
Association canadienne de l'informatique
Association canadienne de technologie de pointe

Un sondage recommande une politique éditoriale

Les recommandations des lecteurs lors du récent sondage de *Communications Express* aideront à préciser le mandat du journal bimensuel des employés.

Les 331 entrevues téléphoniques réalisées par la Direction de l'évaluation des programmes en mars ont permis de recueillir, entre autres, les suggestions suivantes : ajouter quelques employés au comité éditorial du *Communications Express*, augmenter le nombre d'articles sur la technologie et le personnel, et assurer une meilleure représentation des régions dans les articles.

Plus de 80 p. 100 des lecteurs interrogés se sont dits plutôt satisfaits du journal. Quelques commentaires négatifs laissaient

Le CCCM au service des entreprises

Le Centre canadien des communications maritimes (CCCM) doit encore convaincre certaines entreprises de la région Atlantique de la valeur commerciale de ses projets de recherche en technologie de pointe.

Comme le dit Neil Riggs, gestionnaire des opérations du centre, « certaines entreprises de la région Atlantique craignent que nous leur fassions concurrence, ce que nous voulons éviter à tout prix ».

Situé à St. John's, le CCCM, organisme sans but lucratif, est l'un des quatre centres régionaux d'étude des applications établis en 1988-1989 par Communications Canada afin de promouvoir le développement de la technologie de pointe dans des régions où l'économie repose en grande partie sur les industries d'exploitation des ressources. En consultation avec l'industrie, le Centre s'intéresse à la conception, à la production et à la commercialisation de nouvelles tech-

niques telles qu'un système de communications maritimes par satellite pour l'industrie de la pêche.

D'après M. Riggs, il est important que les entreprises voient le Centre comme un lieu intéressant de recherches appliquées. Doté d'un budget de 10 millions de dollars répartis sur cinq ans, le CCCM se propose d'agrandir ses installations de recherche et il a signé récemment une entente avec Communications Canada pour des échanges de technologie et de personnel.

« Les centres de recherche reconnus, tels que le Centre de recherches sur les communications, ont beaucoup à offrir aux petites entreprises régionales », souligne Bob Breithaupt, directeur général de la recherche sur les technologies de communications.

« Ces entreprises ne peuvent se permettre beaucoup de recherche. Elles ont quelques idées et travaillent dur pour trouver du financement, mais leur recherche

est habituellement assez limitée », déclare-t-il.

M. Riggs affirme que l'élaboration d'une politique juste et équitable d'accès à la propriété intellectuelle peut conduire à des relations intéressantes avec le secteur privé.

Le CCCM examine présentement la possibilité de demander aux entreprises qui bénéficient de sa technologie de lui verser des redevances, une fois que leurs produits se seront taillés une place sur le marché.

« Nous n'allons probable-

ment pas faire des millions de dollars avec les redevances au cours des premières années. Nous étudions cependant sérieusement la possibilité de recourir à un tel mécanisme », de conclure M. Riggs.

La compétence des chercheurs : une priorité

« C'est par le biais de détachements de personnel et de programmes de formation pratique que le Ministère réussira à transférer des activités de recherche au Centre canadien de communications maritimes (CCCM) », affirme Neil Riggs, gestionnaire des opérations.

« Nous voulons déplacer vers la région de l'Atlantique quelques-uns des experts hautement qualifiés qui œuvrent dans des centres comme le Centre de recherches sur les communications (CRC) », explique-t-il.

Une entente conclue en avril entre le CCCM et le Ministère prévoit des détachements de scientifiques et d'ingénieurs de Communications Canada aux laboratoires du Centre. L'entente prévoit également des emplois pour les étudiants qui participent à un programme coopératif et des cours de formation au CRC et au Centre canadien

de recherche sur l'informatisation du travail (CCRIT) pour les ingénieurs du CCCM.

Un des ingénieurs récemment embauché par le Centre était d'ailleurs l'un des deux techniciens récemment envoyés en formation à Ottawa. De retour au CCCM à St. John's, ce dernier compte utiliser ses nouvelles compétences pour concevoir une antenne de satellite mobile.

Selon Sherman Chow, gestionnaire, traitement des sons et des images, qui a formé l'un des techniciens, les programmes d'échange ont des effets bénéfiques qui dépassent la période des détachements. « Les échanges de personnel, dit-il, créent des liens entre les employés des laboratoires; par la suite, ceux qui ont reçu leur formation chez nous savent à qui s'adresser pour obtenir tel ou tel autre renseignement. »

Popularité grandissante des ordinateurs personnels

« L'exploitation optimale des ressources disponibles pour le traitement de l'information doit répondre simultanément aux besoins et aux préférences des particuliers et à ceux du Ministère », explique Frank Malick, directeur général de la gestion de l'informatique.

« Nous avons d'abord tenté de normaliser la technologie utilisée au Ministère, mais nous nous sommes butés à la résistance de ceux qui s'étaient habitués à un système en particulier, dit M. Malick. Les ordinateurs personnels portent bien leur nom. »

Les gestionnaires peuvent choisir les systèmes les mieux adaptés à leurs besoins, mais la direction de M. Malick a émis des lignes directrices pour les utilisateurs qui souhaitent avoir accès aux logiciels du Ministère.

Comme le dit M. Malick, il fallait recourir à une nouvelle méthode, de façon que le Ministère puisse augmenter le nombre d'ordinateurs personnels et utiliser efficacement les res-

sources communes. Notre devise : « Un OP par AP ».

La popularité des ordinateurs qui utilisent le système d'exploitation (DOS), conçu pour les appareils IBM était telle qu'il était logique de les retenir pour un système normalisé. « Toutes nos activités doivent être compatibles avec le genre de machines que nous avons déjà », dit M. Malick. À la popularité des ordinateurs venait s'ajouter celle des logiciels WordPerfect et Lotus 1-2-3, qui utilisent aussi le DOS.

Deux configurations d'ordinateurs sont recommandées. La configuration de base est destinée aux utilisateurs dont les besoins se limitent à la feuille de calcul électronique (affichée sur l'écran) et au traitement de texte. La configuration avancée s'adresse à ceux qui ont besoin de logiciels à fonctions multiples et aux utilisateurs du Réseau d'information des cadres supérieurs.

Selon M. Malick, les utilisateurs d'ordinateurs au Ministère ont absolument besoin d'un

logiciel à fonctions multiples qui leur permet de faire plus d'une chose à la fois. « De nombreuses personnes utilisent aujourd'hui simultanément des logiciels pour le courrier électronique, la gestion de leur agenda, les répertoires personnels et le traitement de texte. Dans ces situations, vous avez besoin d'un logiciel à fonctions multiples pour une utilisation optimale de votre OP », explique-t-il.

L'aide aux utilisateurs d'ordinateurs a également été décentralisée. Les appels à la Division de la gestion de l'informatique étaient devenus si nombreux qu'un nouveau poste a été créé dans chaque secteur pour améliorer le traitement des demandes. « Aujourd'hui, ceux qui ont besoin d'aide peuvent appeler d'abord leur représentant de secteur. »

Une antenne MSAT pour repérer la direction des émetteurs radioélectriques

La recherche d'un radiogoniomètre de qualité supérieure à bas prix a incité la Division des systèmes automatisés de gestion du spectre à concevoir son propre système.

Comme le dit Don Paskovich, de cette division, « les radiogoniomètres de qualité présentement disponibles sont loin d'être bon marché ».

Une solution possible est



Conçue dans le cadre du programme MSAT, l'antenne utilisée pour le projet de radiogoniométrie a 20 pouces de diamètre et deux pouces de hauteur.

PUBLIC SERVICE • FONCTION PUBLIQUE

2000 COMMUNICATIONS

Un logo symbolise maintenant la participation du Ministère à Fonction publique 2000. FP 2000 est une réorganisation de la bureaucratie fédérale visant à simplifier les activités gouvernementales et à améliorer les services au public. À l'interne, FP 2000 s'inscrit dans la lignée de l'Énoncé de Mission et du document « Des changements qui s'imposent ». Le logo est une adaptation du logo utilisé lors des célébrations du 20^e anniversaire du Ministère.



Ce papier contient des rebuts recyclés.

Des sociétés de la côte ouest s'intéressent au MSAT

Des sociétés électroniques de la côte ouest ont formé un groupe de travail chargé de suivre l'évolution du programme MSAT.

« Ces sociétés s'intéressent à la conception de matériel pour les systèmes de communications par satellite et à certaines de leurs applications technologiques, explique Joe McNally, gestionnaire de projet. Les sociétés de la côte ouest ont toujours démontré beaucoup d'intérêt pour le MSAT, dit-il. Il se passe rarement une semaine sans que nous ayons de leurs nouvelles. »

Lors d'une séance d'information organisée conjointement par le ministère et par Telesat Mobile Inc., en 1989, des ententes plus officielles ont été conclues. Le groupe de travail se rencontre maintenant tous les deux mois.

Un exemple d'application du

MSAT en milieu industriel : les terminaux terriens mobiles dont la demande sur le marché canadien devrait atteindre, au Canada seulement, les 200 000 unités d'ici l'an 2000.

Certaines des nouvelles technologies MSAT élaborées au Centre de recherches sur les communications engendreront également des bénéfices. « Une technologie comme celle des systèmes de traitement de la voix, qui améliore l'efficacité des bandes étroites, trouvera sûrement des applications dans d'autres domaines, dit M. McNally. Les sociétés qui participent à l'élaboration de ces systèmes seront bien placées pour diffuser les produits issus de la nouvelle technologie aux autres préposés du service mobile. »

apparue lorsque Rob Milne, un ingénieur des systèmes de communications par satellite, a proposé d'utiliser une antenne qu'il avait conçue pour le programme MSAT comme structure de base du radiogoniomètre.

Suite à un appel d'offres, un contrat a été octroyé, à l'automne 1989, à Rohde & Schwarz Canada Inc. pour la présentation du concept d'un radiogoniomètre construit à partir de l'antenne MSAT.

Le 19 juillet dernier, Bernard Brown, de la société Rohde & Schwarz, annonçait aux représentants du gouvernement, de l'armée, de la police et de l'industrie, réunis en séminaire, que le matériel nécessaire à la construction d'un radiogoniomètre à partir de l'antenne MSAT pouvait coûter aussi peu que 5 000 \$.

Le projet comporte des restrictions, mais M. Paskovich estime qu'il est suffisamment prometteur pour qu'on aille de l'avant.

Certaines fréquences peuvent nécessiter une plus grosse antenne. « À l'intérieur de la bande de fréquences que nous utilisons pour MSAT, il est possible d'ériger une petite antenne de 20 pouces de diamètre et deux pouces de hauteur seulement. Mais au fur et à mesure que vous allez vers les basses fréquences, les lois de la physique exigent une plus grosse antenne, souvent inamovible », explique M. Milne.

M. Brown affirme que l'antenne peut être redirigée électriquement, ce qui en fait un produit intéressant.

« Pour l'instant, nous essayons de nous familiariser avec les caractéristiques de l'antenne, afin de mieux comprendre son fonctionnement », explique M. Brown. La prochaine étape consiste à améliorer la couverture de fréquences et la vitesse du radiogoniomètre, et à construire un prototype. La production pourrait commencer d'ici deux ans.



BLOC - NOTES

Le Ministère accueille une délégation française

Au cours d'une récente tournée d'information organisée par le Ministère, des délégués de France Télécom ont eu l'occasion de se familiariser avec les télécommunications au Canada.

La délégation de vingt membres, administrateurs et représentants syndicaux, a rencontré, pendant une semaine, de nombreux représentants des secteurs public et privé canadiens.

« La délégation a posé de nombreuses questions sur la réglementation de l'industrie, les relations de travail et le financement », a expliqué Raymond Lepage du bureau des relations internationales.

« France Télécom relève présentement du ministère français des Postes, des Télécommunications et de l'Espace, mais deviendra sous peu une société d'État distincte, ce qui lui laissera davantage d'autonomie sur le marché compétitif des télécommunications internationales », a conclu M. Lepage.



À Ottawa : un colloque sur la nouvelle technologie de la télévision

Les récents perfectionnements apportés à la télévision haute définition occupaient une place très importante dans l'ordre du jour du quatrième colloque international sur les systèmes avancés de télévision, qui s'est déroulé du 25 au 29 juin au Centre des congrès d'Ottawa.

Parmi les sujets abordés : les applications de la télévision haute définition à l'intérieur et à l'extérieur de la radiodiffusion, ainsi que les problèmes de production et de commercialisation, tels que les prévisions du marché et les stratégies de lancement de la nouvelle technologie. Les représentants de l'industrie ont également eu l'occasion de faire valoir leurs opinions lors de trois réunions-débats.

Un atelier de travaux pratiques sur la télévision haute définition et une exposition des systèmes et du matériel pour la télévision haute définition complétaient les séances d'information officielles. Les participants ont eu l'occasion d'assister à une transmission en direct entre le Japon et Ottawa par télévision haute définition.

Des inspecteurs de la radio résolvent des problèmes de brouillage

Les pompiers et la police ont tous les deux récemment fait appel au bureau de district du Lower Mainland pour résoudre des problèmes de brouillage radioélectrique.

L'escouade anti-drogue de la police de Vancouver a fait appel à l'inspecteur radio Grant Stevens car les brouillages compromettaient une arrestation majeure. Stevens s'est d'abord promené dans les

rues et a ensuite rampé sur les toits de Vancouver avec un analyseur de spectre et des antennes directives jusqu'à ce qu'il localise le problème. Un mélange de signaux d'appel direct dans une antenne débranchée était à l'origine du problème.

Ce sont leurs talents de détectives plutôt que leurs compétences techniques qui ont permis à Neil Callow et à Kim Mikkelsen de résoudre le problème du service des incendies de Chilliwack. Les pompiers avaient été ennuyés par des signaux d'appel direct qui brouillaient leur transmission. Pour repérer la compagnie qui émettait ces signaux, Callow et Mikkelsen ont composé les numéros de téléphone captés par hasard sur les récepteurs du service des incendies.

Les inspecteurs radio ont ensuite aidé l'entreprise à repérer les émetteurs à l'origine des problèmes, de façon qu'elle puisse les réparer.

Troisième séminaire annuel de formation en technologie du CRC

De l'aveu même des organisateurs, il s'agit là d'un événement exigeant, mais le cours intensif de trois jours du Centre de recherches sur les communications portant sur les récents progrès technologiques remporte toujours autant de succès auprès des gestionnaires des régions et des districts.

Quinze employés de Communications Canada et des représentants du Conseil national de recherches et du Centre canadien des communications maritimes ont assisté du 7 au 9 mai à la session organisée par May Morpaw, anciennement du Ministère, et par Joe LeBlanc, chef intérimaire des programmes industriels de recherche et de développement au CRC.

L'événement comportait treize exposés sur la technologie du CRC, six visites en laboratoire et des conférences sur les programmes de transfert de technologie du gouvernement. « Nous donnons aux gens un aperçu de ce qui s'est fait jusqu'à maintenant, de ce qui se passe présentement et des activités à venir », explique M. LeBlanc.



Des gestionnaires assistent à une séance de mise à jour

Des gestionnaires de toutes les régions du Canada se sont réunis le 13 juin à Ottawa afin de discuter des orientations du Ministère et de la Fonction publique.

Le sous-ministre Alain Gourd a présenté aux gestionnaires les plans et programmes des années à venir et a annoncé la récente réorganisation ministérielle.

M. Gourd a également parlé des travaux du Groupe de travail sur la catégorie de gestion de FP 2000 dont il est président. Une première ébauche du rapport de ce groupe de travail a été remise aux participants afin qu'ils puissent le commenter.

Prime pour réalisation



Le Groupe responsable des services en personnel de la région de l'Ontario a reçu une prime du sous-ministre pour réalisation collective en reconnaissance de l'excellence de ses services en 1989. De gauche à droite : l'ex-sous-ministre adjoint, Gestion du spectre et opérations régionales, Rob Gordon (coprésentateur), Kathy Mathews, Penny Taylor, Carolyn Rankin, Alain Gourd (coprésentateur), Donna Dean, Isaac Rashid, Wanda Qaqish et le coprésentateur David Lyon. N'apparaissent pas sur la photo : Sarah Brooks et June Deifel.



Un groupe de bénévoles de la région de C.-B./Yukon a reçu une prime du sous-ministre pour réalisation collective reconnaissant leur travail de recherche et d'élaboration dans le cadre du programme « Speakout » visant à recueillir les commentaires des employés. De gauche à droite : Denyse Mercier, Rob Gordon, ex-sous-ministre adjoint, Gestion du spectre et opérations régionales, (qui a fait la présentation) et Marguerite Gobeil. N'apparaissent pas sur la photo : Mike Krenz, Ron Rennenberg, Dave Sinclair et Rose Sirois.

Voir page 8 :
Prime pour réalisation

Longs états de service

25 ans

Le ministère a récemment offert une plaque en reconnaissance de 25 années de service aux employés suivants :

Robert Gordon, ancien sous-ministre adjoint, gestion du spectre et opérations régionales.

Jean-Pierre Raymond, gestionnaire des systèmes vidéo, recherche sur le traitement de l'information, DGBT.

Guy Bédard, agent de planification, Division des langues officielles, DGHR.

Jean-Pierre Bisson, technologue de matériel de radio, bureau d'homologation et de services techniques, DGEP.

David Majaury, agent de gestion des biens immobiliers et de projet, planification et coordination/gestion des installations, DGAT.

Marie-Christine Seigneur, chef de cabinet, bureau du sous-ministre adjoint, Québec.

Stewart McCormick, directeur, technologies des communications radio, DGRC.

Carol Brooks, agente des relations de travail, Division des relations de travail et des avantages sociaux, DGHR.

Garth Roberts, directeur, conseils et analyse — CEM, DGEP.

Ernie Matt, technologue, communications mobiles par satellite, Division des communications par satellite, DGRC.

Gérald Jolicoeur, directeur, opérations en informatique, DGIM.

George McLaughlin, directeur adjoint de la DPF, DGFM (présentement en détachement).

Merv McGrath, machiniste, atelier mécanique, services administratifs et techniques, CRC.

35 ans

Des médailles pour 35 ans de service ont été remises récemment à quatre employés.

Robert Larkman, inspecteur radio, bureau de district de centre nord, C.-B.

Carl Buckley, chef, opérations, Division des systèmes d'information, Réseau canadien d'information sur le patrimoine.

Clifford Williams, chauffeur, garage et transport, services administratifs et techniques, CRC.

Iyla Biron, chef, demandes techniques et certificats techniques, Division technique des demandes en radiodiffusion, DGBR.

Qui fait quoi

Le « Qui fait quoi » de ce numéro couvre la période du 1^{er} mai 1990 au 30 juin 1990 et ne tient pas compte de la nouvelle structure organisationnelle du ministère.

MINO

Line Renaud a été nommée au poste de secrétaire au bureau du ministre.

Denise Mallen a été nommée pour une période indéterminée au poste de commis à la correspondance.

SADM

Marie-Josée Lévesque a été nommée au poste d'agente aux affaires parlementaires à la Division de la planification des priorités et affaires gouvernementales, DGSP.

Alain Desfossés, directeur général, stratégie et planification, a quitté le Ministère pour occuper le poste de secrétaire général du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

Joanne Têmi a quitté la Division de la planification de la politique stratégique pour occuper le poste de secrétaire du directeur général à la DGSP.

Marie Villeneuve a été nommée au poste de secrétaire du directeur, politique du spectre et de l'orbite, DGTP.

Charles Ouellette a quitté Approvisionnements et Services Canada pour occuper le poste de gestionnaire de systèmes et micro-ordinateurs, à la Division de la planification et de la coordination du secteur.

Louise Singer, directrice intérimaire, planification et coordination, DGFP, est en détachement pour six mois à Industrie, Sciences et Technologie Canada.

Christianne Poirier, gestionnaire supérieure de systèmes et micro-ordinateurs à la Division de la planification et coordination du secteur, a quitté le Ministère pour le Conseil du Trésor du Canada.

ADMCM

Carmen Centofanti a été nommée agente de formation à la Division de la planification et du perfectionnement des ressources humaines de la DGHR.

Suzanne Séguin a été nommée pour une période indéterminée au poste de secrétaire au bureau de la sous-ministre adjointe.

Michèle Santerre-Hébert s'est jointe à la DGHR à titre d'adjointe du directeur invité.

Linda Casey a quitté la Commission de la Fonction publique pour occuper le poste de chef du Programme de la catégorie de la gestion à la Division des opérations en personnel de la DGHR.

Louise Lappa a été nommée au poste de coordonnatrice du Programme d'équité en matière d'emploi à la Division de la Planification et du perfectionnement des ressources humaines de la DGHR.

Isabelle Seckler, anciennement de Travaux publics Canada, a été nommée au poste de coordonnatrice des Services de révision de textes et de coordination de la demande de traduction à la Division des langues officielles de la DGHR.

Rudy Dubois a été nommé chef des ressources humaines à la Division de la planification et du perfectionnement des ressources humaines de la DGHR.

Michel Scott a été nommé au poste de conseiller en personnel à la Division des opérations en personnel de la DGHR.

ADMAC

Stéphane Hardy a été nommé pour une période indéterminée au poste d'analyste en politique à la Direction des industries culturelles.

Michel Normandeau, anciennement analyste principal en politique a été promu au sein de la Direction de la radiodiffusion au poste de chef, radiodiffusion privée de langue française.

Francine Lacelle a été nommée pour une période indéterminée au poste de secrétaire du directeur de la Politique de la radiodiffusion — langue anglaise.

Vanessa Modeste-Doherty est en détachement pour six mois du Secrétariat d'État à titre de secrétaire du directeur, Politique et programmes du patrimoine, DGMH.

ADMTR

Michael Gareau a été promu au poste de superviseur des annuaires régionaux à la Division de la gestion des systèmes de télécommunications de la DGGT.

Suzanne Carpentier, autrefois au bureau du ministre, a été mutée à l'ADMTR au poste de secrétaire du sous-ministre adjoint.

Kent Powley, anciennement à l'Alberta Environmental Centre, a été nommé au poste d'analyste, Systèmes nationaux de transmission des données à la division de la gestion des systèmes de télécommunications de la DGGT.

Lyne Giroux-Hill a été promue au poste d'adjointe administrative, services de messagerie, à la Division de la gestion des systèmes de télécommunications de la DGGT.

David Rogers, autrefois au service de COMSAT Laboratories aux États-Unis, a été nommé chef de groupe à la Division de la propagation radioélectrique, DGRC.

Lewis Scott a été confirmé dans son poste de gestionnaire, techniques informatiques de pointe, à la Division des applications informatiques de la DGCP.

Michel Gigault a été promu au rang de gestionnaire à la Division de la politique de la recherche et de la technologie à la DGCP.

Louise Szabo a été mutée au sein de la Division du développement des systèmes de la DGIM, au poste de gestionnaire de projet. Elle était auparavant analyste de soutien principale de la production.

Lucille Sauvé a été promue au sein de la DGCP au poste d'agente administrative.

Alain Naubert a été muté d'Affaires indiennes et du Nord Canada à la Division du développement des systèmes de la DGIM, où il occupe le poste d'analyste/programmeur.

Raymonde Lalonde a été confirmée dans son poste de commis de bureau et préposée à l'entrée des données à la Division de la finance et de l'administration de la DGGT.

SMAQ

Sonia L'Italien, auparavant coordonnatrice des services du personnel au CCRIT, est maintenant à l'emploi de Travaux publics Canada.

ADMSR

Andrew Cobham, gestionnaire à la Division des politiques, des procédures et des programmes (opérationnels), Direction de l'exploitation de la gestion du spectre de la DGRR, travaille pour un an chez SPECTROCAN Engineering Inc. à titre de conseiller principal à la gestion du spectre, dans le cadre du programme d'échanges scientifiques et industriels.

Région de l'Atlantique

Paul Thériault, auparavant à l'emploi de la province du Nouveau-Brunswick, a été nommé conseiller muséal au bureau régional de Moncton.

Bernice Sears, auparavant commis aux services administratifs, a été promue au poste d'adjointe administrative au sein du bureau de district de Saint John (N.-B.).

Paul LeBlanc a été promu au poste de technologue des systèmes, gestion du spectre, dans le bureau régional de Moncton. Il était auparavant inspecteur en chef de la succursale de Moncton.

Région de l'Ontario

Danielle LeBlanc, adjointe financière à la Division des finances, de l'informatique et de l'administration au bureau régional, a été mutée à Consommation et Corporations Canada.

David Whittle a été nommé pour une période indéterminée au poste d'analyste en télécommunications à la Division des télécommunications gouvernementales du bureau régional.

Sarah Brooks, adjointe en personnel à la Division des services du personnel du bureau régional, a quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière.

Jack Holt, auparavant technologue en communications à la Division du contrôle du spectre du bureau régional, a été promu au poste de chef de section, contrôle du spectre, au bureau de district de Toronto.

Mike Lee, inspecteur radio au bureau de district de Toronto, a quitté le Ministère pour rejoindre le secteur privé.

Margo Reid a été nommée pour une période indéterminée au poste d'adjointe financière à la Division des finances, de l'informatique et de l'administration du bureau régional.

Marc Mineault, inspecteur radio stagiaire au bureau de district de Toronto, a quitté le Ministère pour rejoindre le secteur privé.

Gulam Ramsi, en provenance du secteur privé, a été nommé pour une période indéterminée au poste d'inspecteur radio stagiaire au bureau de district de Toronto.

Wade Kuhl a été nommé pour une période indéterminée au poste d'inspecteur radio stagiaire au bureau de district de Kitchener.

Rita Patenaude, adjointe au bureau de district d'Hamilton, a été mutée à Consommation et Corporations Canada.

Région du Centre

Kyla Spry s'est jointe au bureau de district de Grande Prairie à titre de commis aux opérations.

Bernard Ries, inspecteur radio stagiaire au bureau de district de Saskatoon, a été promu dans le cadre du Programme de sous-classement pour la catégorie EL.

Ed Rokosh, gestionnaire régional de l'ingénierie au bureau régional, participe à un programme d'échanges avec la Société de téléphone du Manitoba.

Gordon Smith, de la Société de téléphone du Manitoba remplit les fonctions de sous-directeur des télécommunications gouvernementales au bureau régional.

Pat Grant, autrefois agent d'élaboration de programmes à la Division des communications et de la culture du bureau régional, a été muté à Douanes et Accise, section de la TPS.

Ron Tonita, inspecteur radio stagiaire au bureau de district de Regina, a été promu dans le cadre du Programme de sous-classement pour la catégorie EL.

Région du Pacifique

Mayur Kothary, inspecteur radio au bureau de district de Lower Mainland, a été promu dans le cadre du Programme de sous-classement pour la catégorie EL.

Mark Armstrong, anciennement commis à la gestion des documents dans le bureau régional de Vancouver, a quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière.

Cindy Howat a été promue au poste de superviseur des services régionaux à la Division des télécommunications gouvernementales du bureau régional de Vancouver.

Carl Munn, inspecteur radio au bureau de district de l'île de Vancouver, a été promu dans le cadre du Programme de sous-classement pour la catégorie EL.

Ena Gaensbauer a été nommée pour une période indéterminée au poste de commis à la gestion des documents au bureau régional.



Retirements

Arne Lillemark, Senior Consultant, Networks, in the Systems and Networks Research Division of DGBT, has retired after 14 years of service.

Denise Bowles, Secretary to the Executive Director, Museum and Heritage Policy and Programs, has retired after 10 years of service.

Ont pris leur retraite

Arne Lillemark, conseiller principal en matière de réseaux à la Division de la recherche des systèmes et réseaux de la DGBT, a pris sa retraite après 14 années de service.

Denise Bowles, secrétaire du directeur exécutif, Politiques et programmes des musées et du patrimoine, a pris sa retraite après 10 années de service.



Joan Thomas, Computer Programmer in the Radio Propagation Division of DGRC, is presented with a momento after 31 years of service by Don Ross, Manager, MF/UHF Propagation.

Joan Thomas, programmeur d'ordinateurs à la Division de la propagation radioélectronique de la DGRC, reçoit un certificat soulignant ses 31 années de service des mains de Don Ross, gestionnaire de la propagation MF/UHF.



Raymonde Turcotte, Assistant, Information Services (middle), has retired after 15 years. She enjoys a gift box, along with her husband, Séraphin Turcotte and Phil Kinsman, Director General, Information Services (left).

Raymonde Turcotte, adjointe à la Direction générale de l'information (au centre), a pris sa retraite après 15 années de service. Elle reçoit ici un cadeau, en compagnie de son époux, Séraphin Turcotte et de Phil Kinsman, directeur général de la Direction générale de l'information (à gauche).



Glen Tahirali, Manager, North Asia, in the Technical Marketing International Division of DGCP (right), has retired after 38 years of service. He was presented with his retirement certificate by Paul Wilker, Director, Technical Marketing International.

Glen Tahirali, gestionnaire, Asie du nord, à la Division du soutien international à la commercialisation de la DGCP (à droite), a pris sa retraite après 38 années de service. Paul Wilker, directeur de la Division du soutien international à la commercialisation lui remet ici son certificat de retraite.



(left) Jim Whiteside, Director, Okanagan District Office (left), receives a retirement certificate after 33 years of service from Bruce Drake, Deputy Director General, Pacific Region.

Jim Whiteside, directeur du bureau de district d'Okanagan (à gauche), reçoit son certificat de retraite, après 33 années de service, des mains de Bruce Drake, directeur général adjoint de la région du Pacifique.

(right) John Borutski, Structural Civil Designer and Estimator, Administrative and Technical Services (CRC), has retired after 36 years of service. Borutski (centre), shares a celebration toast with Ron Smith (left), Supervisor, Shops and Trades, DCAT and Joe McKinnon, Chief, Plant Engineering Services, DCAT.

(à droite) John Borutski, concepteur de structures et estimateur, services administratifs et techniques (CRC), a pris sa retraite après 36 années de service. M. Borutski (au centre) porte un toast en compagnie de Ron Smith (à gauche), superviseur des ateliers et métiers, DCAT et Joe McKinnon, chef des services des installations du Centre, DCAT.



(left) Al Wastle, Standards Officer in the Spectrum Control Division of the Winnipeg Regional Office has retired after 34 years of service. He is seen here with a carving of a loon, presented to him at a reception held in his honour.

(à gauche) Al Wastle, agent des normes à la Division du contrôle du spectre, Bureau régional de Winnipeg, a pris sa retraite après 34 années de service. Il est photographié ici avec le huard sculpté qu'on lui a offert lors d'une réception en son honneur.

Richard Crysler

Richard Crysler, of the Engineering Programs Branch in the Spectrum Management sector, died July 14. He had been with the Department for almost 20 years.

A native of Font Hill, Ontario, Crysler began his career at the CBC on a co-op education program while studying engineering at the University of Waterloo.

Crysler was the Manager of the Fixed Services Group and represented Canada on several international committees. He is survived by his parents and two brothers.

Richard Crysler, de la direction des programmes techniques, Gestion du spectre, est décédé le 14 juillet. Il comptait près de 20 ans de service au Ministère.

Natif de Font Hill en Ontario, M. Crysler avait débuté sa carrière à Radio-Canada, dans le cadre d'un programme d'éducation coop, alors qu'il était étudiant en génie à l'université de Waterloo.

M. Crysler était gestionnaire du Groupe des services fixes et était membre de plusieurs comités internationaux, à titre de représentant du Canada. Il laisse dans le deuil ses parents et deux frères.



Group achievement continues from page 6
Prime pour réalisation suite de la page 6



The Spectrum 20/20 '89 symposium brought together a broad cross-section of national and international representatives to discuss spectrum management issues and challenges. Members of the organizing team received a Group Achievement Award from Deputy Minister Alain Gourd (sixth from left). Left to right: Gilles Migneault, Gerry Chan, Jean-Guy Beaupré, Douglas Sward, Garnet Stanzel, Michel Gaudreau, Nisar Ahmed, Robert McCaughern, Felice Diamente, and Murray Hunt.

Le symposium Spectre 20/20 1989 a permis à des représentants de nombreux secteurs d'activités nationales et internationales de se réunir pour discuter des problèmes rattachés à la gestion du spectre. Les membres du comité organisateur ont reçu du sous-ministre Alain Gourd (le sixième à partir de gauche) une prime pour réalisation collective. De gauche à droite : Gilles Migneault, Gerry Chan, Jean-Guy Beaupré, Douglas Sward, Garnet Stanzel, Michel Gaudreau, Nisar Ahmed, Robert McCaughern, Felice Diamente et Murray Hunt.

The Regulatory Policy and Planning Group received a DM Group Achievement Award for drafting the *Radiocommunication Act*, which had not been revised since 1938. Deputy Minister Alain Gourd made the presentation. Left to right: Elizabeth Gilhooly, Edward DuCharme, Robert Jones, Dave Dawson, Alain Gourd, Johanne Serafin, Eve Poulin, Marguerite Pearson. Missing: Allan Collier.

Le Groupe de la planification et des politiques de la réglementation a reçu une prime du sous-ministre pour réalisation collective pour son travail de rédaction de la *Loi sur les radiocommunications*, qui n'avait pas été revue depuis 1938. C'est le sous-ministre Alain Gourd qui a fait la présentation. De gauche à droite : Elizabeth Gilhooly, Edward DuCharme, Robert Jones, Dave Dawson, Alain Gourd, Johanne Serafin, Eve Poulin, Marguerite Pearson. N'apparaît pas sur la photo : Allan Collier.



A workshop called "Let's Communicate" was deemed a success by Central Region participants. Based on the operating principles of the Mission Statement, the program teaches the importance of effective two-way communication. Creators of the workshop were presented with a DM Group Achievement Award by Rob Gordon, former Assistant Deputy Minister, Spectrum Management and Regional Operations. From left to right: Dawna Csatari, Louise Dureault, Rob Gordon and Rick Gensiorek.

Selon les participants de la région du centre, l'atelier intitulé « Let's Communicate » s'est avéré une réussite. S'inspirant des principes opérationnels de l'Énoncé de Mission, le programme insiste sur l'importance du dialogue. Les initiateurs de cet atelier ont reçu une prime du sous-ministre pour réalisation collective des mains de Rob Gordon, ex-sous-ministre adjoint, Gestion du spectre et opérations régionales. De gauche à droite : Dawna Csatari, Louise Dureault, Rob Gordon et Rick Gensiorek.



Employees who run Communications Canada's amateur radio station VY9CC were honoured with the DM Group Achievement Award. Left to right: Ross Ritchie, Ken Holt, Ken Duncan, Alain Gourd (who made the presentation), Ron Powers, Robert Scharf and Guy Lavoie. Missing: Andy Cobham.

Les employés responsables de la station VY9CC, la radio amateur du ministère des Communications, ont reçu une prime du sous-ministre pour réalisation collective. De gauche à droite : Ross Ritchie, Ken Holt, Ken Duncan, Alain Gourd (qui a fait la présentation), Ron Powers, Robert Scharf et Guy Lavoie. N'apparaît pas sur la photo : Andy Cobham.

Quebec Region employees were left with a giant magnet on wheels after a power surge during an interference investigation magnetized a Department vehicle and its sensitive equipment. Employees were presented with a Group Achievement Award by Deputy Minister Alain Gourd (second from right) for their efforts to demagnetize the car. From left to right: Alain Cournoyer, Richard Cyr, Christian Déry, Fernando Gutierrez and Michel Roberge. Missing: Joseph Rosso.

Les employés de la région de Québec se sont trouvés aux prises avec un aimant géant sur roues après qu'une décharge électrique, qui s'est produite au cours d'une enquête sur les parasites, eut magnétisé un véhicule du Ministère et ses délicats équipements. Les employés ont reçu des mains du sous-ministre Alain Gourd (deuxième à partir de la droite) une prime pour réalisation collective reconnaissant leurs efforts pour démagnétiser la voiture. De gauche à droite : Alain Cournoyer, Richard Cyr, Christian Déry, Fernando Gutierrez et Michel Roberge. N'apparaît pas sur la photo : Joseph Rosso.



District offices across Canada received an electronic face-lift thanks to three employees from the Atlantic Region who developed the Electronic Rolodex System. The team received the DM Group Achievement Award. From left to right: Neil Parent, Jacques Leblanc, Rob Gordon, former Assistant Deputy Minister, Spectrum Management and Regional Operations (who presented the award), and Jim Wade.

Les services électroniques des bureaux de district du Canada ont été grandement améliorés grâce à trois employés de la région de l'Atlantique qui ont conçu le système électronique Rolodex. L'équipe a reçu une prime du sous-ministre pour réalisation collective. De gauche à droite : Neil Parent, Jacques Leblanc, Rob Gordon, ex-sous-ministre adjoint, Gestion du spectre et opérations régionales (qui a remis la prime) et Jim Wade.

